

DEPARTEMENT DE LA  
CHARENTE MARITIME

-----  
ARRONDISSEMENT  
DE ROCHEFORT

-----  
CANTON DE ROYAN

-----  
COMMUNE DE ROYAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 14.083

L'An deux Mille Quatorze, le 2 juin, à 18 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier QUENTIN, Député-Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 27 mai 2014

DATE D'AFFICHAGE

Le 27 mai 2014

ETAIENT PRESENTS : M. Didier QUENTIN, M. Patrick MARENGO, Mme Eliane CIRAUD-LANOUE, M. Philippe CAU, Mme Marie-Noëlle PELTIER, M. Gérard FILOCHE, Mme Marie-José DAUZIDOU, Mme Nelly SERRE, M. Michel SERVIT, adjoints,

Mme Dominique BARRAUD DUCHERON, M. Didier BESSON, Mme Annie CHABANEAU, M. René-Luc CHABASSE, M. Jean-Paul CLECH, M. Daniel COASSIN, Mme Alexandra COUDIGNAC, Mme Marie-José DOUMECQ, M. Bernard GIRAUD, Mme Thérèse GORDON'S, M. Gérard JOUY, M. Alain LARRAIN, Mme Nancy LEFÈBVRE, M. Gilbert LOUX, M. Denis MOALLIC, M. Pierre PAPEIX, M. Yannick PAVON, M. Thierry ROGISTER, Mme Marie-Claire SEURAT, conseillers municipaux.

ETAIENT REPRESENTES : Mme Eva ROY représentée par M. Philippe CAU  
Mme Dominique BERGEROT représentée par M. Patrick MARENGO  
Mme Florence DEAU représentée par M. René-Luc CHABASSE  
Mme Régine JOLY représentée par M. Denis MOALLIC  
Mme Dominique PARSIGNEAU représentée par Mme Nelly SERRE

ETAIT ABSENT-EXCUSÉ : Néant

Nombre de conseillers en exercice : 33  
Nombre de présents : 28  
Nombre de votants : 33

Madame Marie-José DOUMECQ a été élue Secrétaire de Séance.

OBJET : DISSOLUTION/LIQUIDATION DE LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) "JARDINS DU MONDE"

RAPPORTEUR : M. Patrick MARENGO

VOTE : UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES  
2 ABSTENTIONS

A l'occasion d'une relance effectuée par le Greffe du Tribunal de Commerce de Saintes, concernant l'absence de publication des comptes de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale « JARDINS DU MONDE », il apparaît qu'un certain nombre de formalités relatives à ladite société n'ont pas été effectuées.

Le Greffe du Tribunal de Commerce de Saintes refuse d'admettre la radiation de la société, au motif que la dissolution de la société n'a pas été déposée au Registre du Commerce et des Sociétés, alors même qu'elle a fait l'objet d'une publicité légale dans le journal " Le Littoral " du 27 mars 2009. Selon cette publication, la société aurait été dissoute au terme d'un procès-verbal de l'assemblée générale de ladite société en date du 5 décembre 2008.

Après de vaines recherches dans le registre des assemblées générales, auprès du directeur, ainsi que du commissaire aux comptes de la SAEML, ce procès-verbal d'assemblée générale du 5 décembre 2008, prononçant la dissolution de ladite société et nommant Monsieur LE GUEUT en qualité de liquidateur, reste introuvable. L'unique procès-verbal retrouvé à la même date se contente d'approuver les comptes annuels de l'exercice clos le 16 octobre 2008, sans évoquer la dissolution de la société.

En revanche, l'assemblée générale extraordinaire de la SAEML, en date du 11 janvier 2010, a approuvé les comptes de liquidation de la société et a procédé à la restitution du montant du capital souscrit à chacun des actionnaires.

Cependant, faute de pouvoir produire une copie du procès-verbal de l'assemblée générale du 5 décembre 2008, toute inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés demeure impossible. La procédure de dissolution/liquidation doit être reprise à son origine, dans les formes légales requises et il convient de faire convoquer par le Conseil d'Administration de la société une nouvelle assemblée générale extraordinaire, ayant pour ordre du jour la dissolution de la société et la nomination d'un liquidateur.

Cette convocation doit en outre, pour être valable, émaner d'un Conseil d'administration régulièrement constitué.

Or, d'une part le mandat de certains administrateurs, extérieurs à la ville est venu à expiration en 2011 et aurait dû être renouvelé. D'autre part, l'ensemble des mandats des représentants de la ville au sein du Conseil d'administration de ladite société ainsi que ceux du Président et du Directeur Général (désignés par la ville) ont également pris fin, conformément aux dispositions de l'article R 1524-3 du Code Général des collectivités territoriales, (soit lors du renouvellement intégral du conseil municipal).

Le Conseil d'administration de la société n'est donc plus en l'état régulièrement constitué et par voie de conséquence, n'a pas qualité pour délibérer et valablement convoquer l'Assemblée générale de la SAEML JARDINS DU MONDE aux fins de sa dissolution, puis de sa liquidation.

Afin de respecter la procédure légale, il vous est proposé de :

- désigner des représentants permanents de la Ville au Conseil d'administration de la SAEML JARDINS DU MONDE ;
- faire désigner en justice, conformément aux dispositions de l'article L 225-103 II-2° du Code de commerce, un mandataire ad-hoc chargé de convoquer valablement une assemblée générale ordinaire ayant pour ordre du jour la nomination des administrateurs extérieurs à la ville.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

- Ayant entendu l'exposé du rapporteur,
- Vu les statuts de la SAEML JARDINS DU MONDE
- Après en avoir délibéré,

## DESIGNE

- comme représentants du Conseil Municipal au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale (SAEML) Jardins du Monde.
- |                            |                           |
|----------------------------|---------------------------|
| - M. Patrick MARENGO       | - Mme Marie-José DOUMECQ  |
| - M. Philippe CAU          | - M. Gilbert LOUX         |
| - Mme Nelly SERRE          | - Mme Marie-Claire SEURAT |
| - Mme Marie-Noëlle PELTIER | - Mme Dominique BERGEROT  |
| - M. Bernard GIRAUD        | - Mme Thérèse GORDON'S    |

## DECIDE

- de faire désigner Maître Philippe ROCHEFORT - Avocat au barreau de saintes, 2 rue de Beaulieu - 16000 ANGOULEME en qualité de Mandataire ad-hoc, dans le cadre de la dissolution./liquidation de la SAEML Jardins du Monde, avec mission de convoquer l'assemblée générale de ladite société.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,

Certifié exécutoire  
Compte tenu de l'accomplissement  
des formalités légales  
le 5 juin 2014

Pour le Député-Maire,  
Et par délégation  
Le Premier Adjoint  
Patrick MARENGO